

David MANDEL (1947 -)

Professeur titulaire, département de sciences politique, UQÀM

(2003)

“David Mandel interview
Anna Kruzinski du collectif
« *D’abord solidaires* »”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque

Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

David MANDEL

“**David Mandel interview Anna Kruzinski du collectif « D’abord solidaires »**”.

Un article publié dans le journal **LaGauche.com**, dimanche le 9 mars 2003.
Tiré du **Bulletin du Forum Intersyndical**, printemps 2003, vol. 2 no. 1.

http://www.lagauche.com/lagauche/article.php3?id_article=385

M Mandel, politologue, professeur titulaire au département de science politique de l’UQÀM, nous a accordé le 1^{er} novembre 2006 son autorisation de diffuser électroniquement le texte de cette conférence.



Courriel : mandel.mark-david@uqam.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5’’ x 11’’)

Édition numérique réalisée le 28 décembre 2006 à Chicoutimi,
Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.



Ouvrages publiés par l’auteur

Former "state socialist" world. Montréal: Black Rose Books, 1996.

La perestroïka: économie et société. Actes du 9e colloque annuel de l'Association d'économie politique (AEP) tenu à l'Université du Québec à Montréal les 20 et 21 octobre 1989 / sous la dir. de David Mandel. Sillery: Presses de l'Université du Québec , 1990, 220 pp. Collection: Études d'économie politique, no 7.

The Petrograd workers and the Soviet seizure of power: from the July days 1917 to July 1918. Variante du titre: The Petrograd workers and the fall of the old regime. London: Macmillan, 1984. Collection: Studies in Soviet history and society, xv, 211-447 pp.

La conception ouvrière du contenu social de la Révolution de 1917: le cas de Pétrograd. Montréal: Université du Québec à Montréal. Département de science politique.

David MANDEL

**“David Mandel interview Anna Kruzinski
du collectif « D’abord solidaires »”.**

Un article publié dans le journal **LaGauche.com**, dimanche le 9 mars 2003.

Tiré du **Bulletin du Forum Intersyndical**, printemps 2003, vol. 2 no. 1.

http://www.lagauche.com/lagauche/article.php3?id_article=385

D.M. Expliquez-moi la logique de la démarche de « D’abord solidaires ».

A.K. On est un collectif de 16 personnes qui s’est créé en automne dernier en réaction à la montée de l’ADQ dans les sondages. Cela nous a stimulés à réfléchir aux moyens d’intervenir sur la scène publique dans cette période électorale, mais d’une façon non partisane.

Notre but principal est de stimuler la réflexion en vue des élections qui s’en viennent. On va d’abord retirer des programmes des cinq partis - PQ, PLQ, ADQ, Verts et UFP - ce que chacun a à dire sur différents thèmes, comme la santé, l’éducation, l’environnement. On va faire une fiche pour chaque parti et l’afficher sur notre site web. Ensuite, on fera une analyse des fiches du point de vue du bien commun.

Mais on veut aussi encourager la formation de collectifs régionaux et locaux à travers le Québec pour que chaque groupe puisse utiliser les fiches pour intervenir localement, par exemple, en animant des discussions de cuisine, de famille. On veut que les gens ordinaires posent des questions sur les choix politiques pour qu’ils puissent faire des choix éclairés lors des élections. Il y aura aussi la présence de re-

présentants de « D’abord solidaires » dans des assemblée publiques et des congrès de différents partis. Nous voulons également organiser une tournée.

Notre objectif n’est pas tellement de rejoindre les militants qui sont déjà rejoints par les mouvements sociaux et des groupes communautaires, qui déjà ont leur propre analyse des programmes. On veut aller plus large.

D.M. De votre démarche puis-je conclure que vous, en tant que militants des mouvements sociaux, ne considérez pas que le moment soit venu pour la gauche sociale pour construction son propre parti politique ?

A.K. C’est une question qu’on pose souvent : pourquoi ne pas investir l’UFP ? Il y a plusieurs raisons. La première est que notre but principal est de faire une compagne d’éducation populaire. Une autre raison est qu’il y a différentes tendances politiques au sein du collectif. Il y en a qui vont voter stratégiquement dans certains comtés pour bloquer l’ADQ. D’autres vont peut-être voter UFP. Une autre raison est que sans le scrutin proportionnel il est très improbable que la gauche puisse être représentée à l’Assemblée nationale pour y avoir un impact. Le jour où en aura le proportionnel, ce sera autre chose. Après les élections on verra ce qu’on peut faire.

D.M. Il y a dans votre collectif des personnages de la gauche sociale très connus. Ne pensez-vous pas que leur présence dans l’UFP, par exemple comme candidats ou candidates, puisse justement lui donner la crédibilité politique qui lui manque dans l’opinion d’une partie importante de la gauche sociale ?

A.K. Cette question-là il faudrait la poser à Françoise David spécifiquement, et surtout pas à moi. Je suis anarchiste, une tendance très minoritaire au sein du collectif.

D.M. Mais il serait quand même intéressant d’avoir votre point de vue.

A. D’après mon analyse de l’Etat, n’importe quel parti aujourd’hui que se ferait élire n’aura pas une grande marge de manœuvre pour réaliser son programme, quel que progressiste que ne soit son programme. Evidemment, il y aurait une certaine différence entre l’UFP et les autres partis, comme il y aurait entre le PQ et le PLQ, et entre ces partis et l’ADQ. Mais quand même la marge de manœuvre est limitée. C’est pour cela que je ne pense pas que c’est à travers les partis politiques du type traditionnel qu’on va effectuer les changements qui nous semblent nécessaires. Il faut travailler au niveau des communautés, créer de la solidarité et des institutions parallèles, du type conseils de quartier. Evidemment, je ne me fais pas d’illusions que cela se fera le lendemain. Mais il y a beaucoup de jeunes qui partagent mon point de vue. L’Etat intervient partout dans notre vie, mais nous n’avons pratiquement rien à dire sur les décisions qu’il prend. On nous fait des promesses lors des campagnes électorales ; nous votons ; puis ils font ce qu’ils veulent selon les intérêts du capital Et je ne vois vraiment pas comment l’UFP peut prétendre qu’il fera autre chose que le PQ ou que le NPD dans les provinces où il était au pouvoir. Ceci dit, je ne sais pas encore comment je vais voter cette année. Dans le passé j’annulais mon vote. Mais cette année je ne veux pas que l’ADQ passe.

D.M. La gauche sociale aura-t-elle un jour besoin de sa propre expression politique ?

A.K. Personnellement, j’en suis convaincue, mais cette expression de doit pas s’inscrire dans un système électoraliste traditionnel.

D.M. Mais que dire aux gens ordinaires, membres des couches populaires, qui n’ont aucun intérêt objectif à voter ADQ, qui ne croient plus au PQ et au PLQ qui cherchent une alternative progressiste ? Vous pouvez bien leur expliquer que l’ADQ ne représente pas une telle alternative, mais n’y a-t-il pas quand même le danger que ces gens votent ADQ, comme « parti du changement, » ou bien ils opteront de nouveau pour le « moindre mal », et on connaît la suite.

A. Nous allons expliquer ce que les différents partis disent sur les grandes questions. On ne va pas dire au monde comment voter. Ils

feront le choix eux-mêmes. Ils ne sont pas niaiseux. Il est important de souligner que notre démarche est conjoncturelle. Il fallait agir rapidement, et vu les tendances différentes qui existent au sein de notre collectif, on a opté pour l’éducation populaire.

**Tiré du Bulletin du Forum Intersyndical, printemps 2003,
vol. 2 no. 1**

Fin du texte